

# L'ENGAGEMENT



**Le monde se prépare à collaborer avec les PMA pour une prospérité mondiale**



## DANS CE NUMÉRO:

- L'Inde, la Turquie et les PMA ouvrent la voie pour une plus grande coopération Sud-Sud...2
- Le Comité intergouvernemental se prépare pour LDC-IV...3
- Science, technologie et innovation: des sujets inexplorés pour les PMA...3
- L'accès universel aux services essentiels, un enjeu majeur pour le développement des pays les moins avancés (PMA)...4
- Dialogue politique à Brookings Institute: Coopération mondiale et Pays les moins avancés...4
- Les PMA devront jouer un plus grand rôle dans la mise en œuvre du nouveau programme d'action...5
- Assistance aux PMA en gardant à l'esprit leurs priorités ...6
- Le Groupe de personnalités éminentes véhicule un message stratégique pour encourager le changement dans les PMA...7
- Les PMA favorablement positionnés pour recevoir plus d'investissement du secteur privé...8
- Les organisations de la société civile se mobilisent pour participer à LDC-IV...9
- « Nous demandons l'annulation immédiate et sans condition de la dette des PMA » : Karki...10
- Les parlementaires se voient confier un rôle plus important à LDC-IV...11
- « L'aide aux PMA est un investissement pour un monde meilleur » : Girmai...12
- Le nouveau Programme d'Action doit être ambitieux mais réaliste...13
- La Finlande soutient les PMA dans les domaines de l'éducation et du développement humain...14
- Organigramme du processus préparatoire...15
- Quatrième conférence des Nations Unies : Calendrier des événements de LDC-IV...16



United Nations

BUREAU DU HAUT REPRÉSENTANT  
POUR LES PAYS LES MOINS  
AVANCÉS, DES PAYS EN  
DÉVELOPPEMENT SANS LITTORAL  
ET DES PETITS ÉTATS INSULAIRES  
EN DÉVELOPPEMENT

# L'Inde, la Turquie et les PMA ouvrent la voie pour une plus grande coopération Sud-Sud

Les 18 et 19 février 2011, l'Inde a accueilli les délégations des PMA pour une manifestation préalable à la réunion afin de « tirer parti de la contribution positive de la coopération Sud-Sud pour le développement des pays les moins avancés » dans le cadre des préparatifs de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (LDC-IV) à Istanbul. Accueilli par le ministre des Affaires étrangères et le Secrétaire d'État indien aux affaires étrangères, l'événement a bénéficié d'un niveau élevé de participation. Plusieurs ministres et représentants des PMA étaient présents, mais aussi le ministre turc des affaires étrangères M. Ahmet Davutoğlu, le Secrétaire général de LDC-IV Cheick Sidi Diarra, et des observateurs provenant de plusieurs pays partenaires du développement et agences des Nations Unies.



L'Inde accueille les délégations des PMA pour un événement pré-conférence sur le thème « Exploiter la contribution positive de la coopération Sud-Sud pour le développement des pays les moins avancés dans la perspective de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Cheick Sidi Diarra (extrême gauche) décrit le potentiel de la coopération Sud-Sud comme une force « multiplicatrice de développement dans les PMA. »

années en vue du suivi de LDC-IV ; et un dispositif avec une ligne de crédit de 500 millions \$ US pour les cinq prochaines années à utiliser spécifiquement pour les projets et les programmes des PMA. Cette annonce a souligné l'engagement de l'Inde envers le développement des PMA et la coopération Sud-Sud, et a donné le ton d'un réel engagement pour la suite des délibérations.

Sur le fond, l'événement prévoyait des présentations du programme ITEC de l'Inde, son schéma de préférences tarifaires à taux zéro, le Programme de connectivité

Plusieurs idées concrètes ont été débattues, notamment un meilleur accès au marché, les régimes de préférence en matière d'investissements, une « banque technologique » et l'amélioration des synergies dans l'aide publique au développement (APD). En tant que événement préparatoire à LDC-IV, l'événement a permis d'élaborer la Déclaration de Delhi, qui réaffirme la volonté de renforcer les mécanismes de soutien international afin de faire face à la situation des PMA, complétée par une plus grande aide au développement et une meilleure coopération Sud-Sud et triangulaire. La déclaration appelle Istanbul à mettre au point un Programme d'Action ambitieux pour faire passer à 50 % le seuil de sortie des PMA d'ici à 2020. Elle observe des améliorations en termes de flux commerciaux Sud-Sud, d'aide et d'investissements, et certifie que tirer parti de tout cela doit compléter, et non remplacer, la coopération Nord-Sud. La déclaration appelle à l'achèvement rapide des négociations de Doha, à la promotion des investissements directs étrangers et d'entreprises privées, au renforcement de la sécurité énergétique, aux initiatives en matière de généralisation du transfert de technologies vers les PMA, et à la mise à disposition immédiate des fonds destinés à l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ce changement.

M. Cheick Sidi Diarra a souligné le vaste potentiel de la coopération Sud-Sud en tant que « multiplicateur de force » dans le développement des PMA. Il s'est prononcé pour une « nouvelle architecture de soutien international » afin de répondre aux difficultés permanentes rencontrées par les PMA, et a rappelé le besoin « d'adopter un soutien et des mécanismes de coopération renouvelés pour permettre aux PMA de tirer pleinement parti des bénéfices offerts par la coopération Sud-Sud. » Tous les regards se tournent désormais vers Istanbul, où les représentants espèrent aboutir à une issue ambitieuse, tournée vers l'avenir et axée sur les résultats. ■

**L'événement a été salué comme étant un pilier essentiel du processus préparatoire de la LDC-IV, compte tenu de l'importance (et des perspectives grandement améliorées) de la coopération Sud-Sud.**

L'événement a été salué comme étant un pilier essentiel du processus préparatoire de la LDC-IV, compte tenu de l'importance (et des perspectives grandement améliorées) de la coopération Sud-Sud. Les événements ont débuté avec l'annonce par l'Inde de nouveaux engagements significatifs pour les PMA, notamment : l'attribution de 5 bourses d'enseignement supplémentaires chaque année dans le cadre du Programme de coopération technique et économique (ITEC) pour chaque PMA ; un financement spécial de 5 millions \$ USD pour les cinq prochaines

années en vue du suivi de LDC-IV ; et un dispositif avec une ligne de crédit de 500 millions \$ US pour les cinq prochaines années à utiliser spécifiquement pour les projets et les programmes des PMA. Cette annonce a souligné l'engagement de l'Inde envers le développement des PMA et la coopération Sud-Sud, et a donné le ton d'un réel engagement pour la suite des délibérations. Sur le fond, l'événement prévoyait des présentations du programme ITEC de l'Inde, son schéma de préférences tarifaires à taux zéro, le Programme de connectivité électronique Inde-Afrique, et autres aspects de l'infrastructure de télécommunications. Les représentants ont participé à un débat animé sur les questions portant sur le développement des PMA et la coopération Sud-Sud, régionale et triangulaire. La nouvelle géographie en termes de marché, d'investissements, de technologie et d'aide au développement, de plus en plus orientée vers le Sud, souligne les opportunités majeures de stimuler davantage la coopération sur les politiques et les initiatives. Les représentants ont dû trouver une réponse à la question de savoir comment faciliter cela.

Un montage des activités dans les PMA.



# Le Comité intergouvernemental se prépare pour LDC-IV

Lors de sa première réunion plénière le 10 janvier, le Comité préparatoire intergouvernemental a discuté des activités pour la quatrième conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (LDC-IV), qui se tiendra au mois de mai. Ce fut la première réunion d'une série de quatre sessions plénières qui se dérouleront pendant quatre jours au siège des Nations Unies à New York.

Au total, 55 allocutions : 43 des états membres et 12 des organisations intergouvernementales furent présentées. Le Secrétaire général de la Conférence, Cheikh Sidi Diarra - Secrétaire général adjoint, Conseiller spécial pour l'Afrique, et haut représentant pour les pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement - a informé le Comité du statu des préparatifs à la Conférence. L'ambassadeur de Turquie, Ertuğrul Apakan, a formulé des observations en

sa qualité de représentant du pays hôte pour la Conférence ; Anda Filip, observatrice permanente de l'Union interparlementaire aux Nations Unies, a informé du suivi parlementaire de la Conférence ; Arjun Karki, président du Comité directeur des organisations de la société civile, a évoqué le suivi de la société civile ; Enfin, Gavin Power, directeur exécutif adjoint du Bureau du Pacte mondial des Nations Unies, a discuté du suivi du secteur privé.

Pendant la seconde partie de la session, le Comité six réunions informelles basées sur le document préliminaire intitulé Compilation des contributions pour les résultats de la quatrième conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés furent organisées afin de délibérer des résultats escomptés à la Conférence d'Istanbul.

Le représentant de la Turquie a informé le Comité des modalités pratiques et événements préparatoires préparés par le pays hôte. Après



Le Comité préparatoire intergouvernemental de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés a tenu sa première session au Siège de l'ONU à New York au début de cette année.

une présentation du président du groupe des pays les moins avancés, Le Comité organisa des discussions structurées sur le projet de document final.

Lors de la dernière réunion plénière qui s'est tenue le 14 janvier 2011, le Comité aborda d'autres sujets, notamment les consultations de suivi qui devront se tenir pendant la période d'intersaison, dans l'optique de progresser vers un consensus, sur la base des documents stipulant les différentes positions et recommandations des états membres et autres intrants officiels reçus. ■



Lakshmi Puri, Directrice s'adresse aux participants lors de l'événement préparatoire de LDC IV sur la science, la technologie et l'innovation.

Selon les participants de l'événement préparatoire de la Conférence, le nouveau Programme d'Action découlant de la prochaine conférence sur les pays les moins avancés (PMA) en Turquie pourrait avoir une forte incidence si le rôle de la science, la technologie et l'innovation (STI) venait à être évoqué dans le développement des PMA.

Une réunion intitulée « Science, technologie et innovation : Définir des priorités, élaborer et mettre en œuvre des politiques pour les PMA » a été organisée par TUBITAK et UNIDO les 7 et 8

## Science, technologie et innovation: des sujets inexplorés pour les PMA

février 2011 à Istanbul, en Turquie. Les participants à cette réunion ont fait remarquer que les précédents Programmes d'Action pour les PMA n'avaient pas suffisamment évoqué cette question et que c'est justement là que le nouveau Programme d'Action ferait la différence. Le manque de capacité en matière de Science, technologie et innovation est à la fois une cause et une conséquence du développement tardif de certains pays. C'est ainsi que les PMA se caractérisent par le manque d'activités de leurs entreprises et institutions dotées de faibles ressources, ont ajouté les participants.

Les participants se sont accordés à dire qu'un changement institutionnel était nécessaire pour moderniser les systèmes de connaissances et les capacités de production dans les PMA, et qu'il était important de créer un environnement favorable, capable de promouvoir l'acquisition et l'adaptation de la technologie. Encourager l'esprit d'entreprise afin de transformer les idées

innovantes en produits et processus, et intégrer la science, la technologie et l'innovation dans les politiques afin de réussir à développer les PMA par le biais la technologie.

Il est nécessaire d'augmenter de manière significative la part des STI dans l'aide publique au développement (APD), ont concluent les participants. De plus, l'APD devra être affectée au sous-investissement dans les activités associées aux STI des PMA. Certains ont évoqué l'idée d'un dispositif mondial pour le développement des STI dans les PMA avec comme objectif d'aider ces pays à accéder et assimiler les technologies importantes. Un tel centre pourrait rassembler les organisations bilatérales et internationales existantes, ainsi que les programmes associés, et les adapter aux besoins des PMA. Le centre pourrait faire office de centre d'échange pour le transfert de la technologie à des conditions préférentielles. Le Gouvernement turc a proposé d'accueillir ce dispositif à Istanbul. ■

## L'accès universel aux services essentiels, un enjeu majeur pour le développement des pays les moins avancés (PMA)

Un événement préalable à LDC-IV pour promouvoir l'accès universel aux services essentiels dans les pays les moins avancés (PMA) a eu lieu le 10 mars 2010, au cours de cette rencontre quatre grands thèmes ont été abordés : promouvoir l'accès universel à l'éducation, l'énergie, la santé, l'eau et l'assainissement. Trois ministres des PMA ont participé à la réunion et contribué aux discussions en partageant leur expérience dans ces quatre domaines thématiques. Ont également participé le Directeur général de l'UNESCO, ainsi que des représentants de l'UNESCO, l'UNIDO, l'UNICEF et l'UNDESA, qui ont animé les débats sur l'accès universel à l'éducation, l'énergie, la santé, l'eau et l'assainissement, respectivement. Deux organisations de la société civile des PMA ont également participé à cet événement.

La réunion a réaffirmé le besoin de développer des politiques qui relient les considérations économiques et sociales. Les données montrent que le développement des capacités humaines dans les PMA est affecté par des facteurs tels que le faible taux d'inscription

scolaire et le mauvais état de la santé, la nutrition et l'assainissement. La réunion a insisté sur la nécessité d'une forte volonté politique et d'un engagement à promouvoir l'accès universel aux services essentiels dans les PMA. Tandis que les avantages des partenariats entre le secteur public et privé sont considérés comme une composante vitale pour améliorer l'accès aux services essentiels dans les PMA, il est crucial d'améliorer la direction des gouvernements au niveau national. Le rôle des gouvernements inclue une meilleure coordination entre les autorités gouvernementales, ainsi que l'établissement d'un cadre réglementaire et d'une politique correctement planifiée et adoptée.

Les participants ont également souligné l'importance d'adopter des mesures qui pourraient inciter les entrepreneurs à investir dans la fourniture de services essentiels. Créer des environnements favorables, susceptibles d'entraîner les petites et moyennes entreprises PME à fournir des services essentiels à des prix abordables pourrait contribuer à améliorer l'accès aux services essentiels. Les invités ont,



Un événement pré-conférence sur la promotion de l'accès universelle aux services essentiels dans les PMA a eu lieu ce mois. En photo, le Haut Représentant Cheick Sidi Diarra avec le Secrétaire général de l'UNESCO Irina Bokova.

par ailleurs, discuté de la nécessité de décentraliser les services pour remédier aux disparités qui ont émergé dans les PMA entre la population urbaine et rurale. Les zones rurales manquent souvent d'infrastructures et d'équipements, mais aussi d'accès aux services essentiels. Les exemples de réussite en matière de décentralisation incluent le secteur de l'énergie et le passage des réseaux centralisés aux installations isolées dans les zones rurales, qui se sont avérées fortement bénéfiques pour les populations rurales des PMA.

Les participants se sont accordés à dire que la Conférence d'Istanbul et un nouveau programme d'action pour les PMA pour la prochaine décennie devraient souligner la nécessité de promouvoir l'accès aux services essentiels. La réunion a également insisté sur le fait que tous ces services essentiels sont interdépendants, et seule la promotion complète de tous ces services pourra contribuer à améliorer la condition humaine dans les PMA. ■

## Dialogue politique à Brookings Institute: Coopération mondiale et Pays les moins avancés

Le 22 février 2011, le programme Africa Growth Initiative de Brookings Institute, l'ONG InterAction et le Center of Concern ont organisé un débat conjoint sur la politique mondiale et américaine dans les pays les moins avancés (PMA) avec une attention particulière pour les PMA d'Afrique. Parmi les invités, étaient présents : Cheick Sidi Diarra, Secrétaire général de la quatrième conférence des Nations Unies sur les PMA (PMA-IV) ; Dr Arjun Karki, Coordinateur international de LDC Watch, président et porte-parole du Forum de la société civile sur la PMA-IV ; Steve Radelet, économiste en chef de l'Agence américaine pour le Développement international ; et Laurence Chandy, membre du Brookings Institute. Mwangi Kimenyi, directeur du Africa Growth Initiative programme dirigea le débat.

Le débat a abordé les questions les plus

contingentes telles que la sécurité alimentaire, les préférences commerciales et les initiatives pour l'allègement de la dette des PMA.

M. Diarra a rappelé le rôle central que jouent les États-Unis dans la communauté internationale. Il a souligné que les donateurs traditionnels, tels que les États-Unis, devaient examiner les propositions et les initiatives sur les sources de financement nouvelles, en étendant les préférences commerciales et en encourageant l'accès des PMA au marché mondial.

M. Diarra a exhorté les partenaires de développement à apporter une aide tangible pour le développement des capacités productives, des infrastructures et de l'énergie, de l'agriculture et des TIC, et d'autres domaines prioritaires pour les PMA. Il a rappelé le caractère inclusif de la réunion LDC-IV, pour les



Le programme Africa Growth Initiative de Brookings Institute, InterAction et le Center of Concern ont organisé en Février un débat politique sur la politique américaine concernant la coopération mondiale et les pays les moins avancés, l'accent fut porté sur les PMA en Afrique.

gouvernements, les parlementaires, le secteur privé, la société civile et les organisations internationales du monde entier afin de négocier et d'examiner le plein potentiel des partenariats en vue d'un développement et d'une prospérité significatifs pour les pays les plus pauvres du monde. ■



# Les PMA devront jouer un plus grand rôle dans la mise en œuvre du nouveau programme d'action

*Nosh Nalavala de MediaGlobal interroge l'Ambassadeur Brian Bowler, représentant permanent du Malawi aux États-Unis.*

**Les représentants du Malawi ont souvent mentionné, dans plusieurs forums, que le peuple malawien aspirait à sortir de la liste des pays les moins avancés et à devenir une économie à revenu intermédiaire d'ici à 2020. Ce souhait est-il réel et pensez-vous que cela aura bientôt lieu ?**

Notre président, Professeur Ngwazi Bingu wa Mutharika, a fait des progrès considérables pour l'économie de notre pays au cours des cinq dernières années. Son parti progressiste démocratique a transformé le Malawi pour le mettre sur la voie de la prospérité. En effet, des progrès phénoménaux en ont été achevés par le DDP, transformant le Malawi d'un pays en proie d'un déficit alimentaire à un pays d'exportateur avec des excédents alimentaires. Il a aussi réduit le nombre de personnes vivant sous le « seuil de pauvreté » et a permis au pays d'atteindre un taux de croissance économique moyen de 7,5 % par an. Pour que nous puissions réaliser notre objectif et devenir une économie intermédiaire, nous devons voir notre pays poursuivre son élan en termes de croissance économique, suffisamment vite pour apporter la prospérité, mais également pour transformer le pays, principalement consommateur et importateur, en une nation essentiellement productive et exportatrice. Notre objectif est d'émerger progressivement en tant que nation industrielle capable de transformer notre agriculture, nos matières premières et nos minerais en une richesse pour notre pays.

**Le Gouvernement malawien a proposé une stratégie de croissance et de développement pour le Malawi. Cette stratégie a-t-elle eu des résultats positifs ?**

Le Gouvernement malawien mène actuellement des actions concertées pour éradiquer la pauvreté et améliorer le bien-être de son peuple. Le Malawi a réalisé des progrès considérables pour concrétiser les objectifs que nous cherchions à réaliser. L'une de nos plus grandes réussites a été le Programme de subventions sous forme d'intrants agricoles (PSIA) qui a permis à plus de la moitié des agriculteurs du Malawi de recevoir des bons pour obtenir des engrais et du maïs à un taux réduit.

**Le Malawi s'est fixé des objectifs ambitieux pour atteindre les OMD à travers des stratégies de développement à moyen terme. Êtes-vous encore loin de ces OMD ?**

Le Rapport 2010 du Malawi sur les OMD indique que des progrès ont été réalisés pour atteindre les huit OMD. Cinq des huit objectifs sont susceptibles d'être atteints, et des progrès

considérables ont été réalisés sur les trois autres, bien que le Malawi ait eu une base de départ bien inférieure à certains autres pays. Les cinq objectifs OMD qui sont susceptibles d'être atteints sont l'éradication de la pauvreté extrême, la réduction de la mortalité infantile, la lutte contre le SIDA et le paludisme, les mesures prises en faveur de l'environnement durable, et le partenariat mondial pour le développement. En ce qui concerne l'éradication de la pauvreté extrême, la proportion de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour a diminué de 50 % en 2005 à 39 % en 2009.

**Notre objectif est d'émerger progressivement en tant que nation industrielle capable de transformer notre agriculture, nos matières premières et nos minerais en une richesse pour notre pays.**

Les trois objectifs OMD peu probables d'être atteints sont l'universalisation de l'enseignement primaire, l'amélioration de la santé matérielle, la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Le dernier des trois objectifs OMD peu probable d'être atteint est la promotion de l'égalité des sexes, même si des progrès considérables ont été réalisés en termes de proportions filles/garçons inscrits à l'école primaire (ratio de 1:3 ayant déjà dépassé l'objectif de 1:1).

**Au cours d'une conférence préparatoire pour LDC-IV, le Malawi a indiqué que : « La prochaine Conférence d'Istanbul offrirait une chance de redynamiser le partenariat mondial, en appelant les partenaires de développement à ouvrir leurs marchés aux produits venant des pays les moins avancés, mais aussi en attirant des investissements significatifs et d'exhorter les nations développées à honorer leurs engagements financiers. » Ces objectifs sont très similaires au Programme d'Action de Bruxelles. En quoi cette conférence est-elle différente en termes de mise en œuvre ?**

Le consensus entre les PMA présents aux réunions préparatoires de la conférence était le suivant : pour que le nouveau Programme d'Action soit correctement exécuté, les PMA tels que le Malawi et autres devront jouer un plus grand rôle de leadership dans la mise en œuvre de leur programme d'action. Les réunions

préparatoires ont offertes aux PMA une chance d'examiner les progrès et les insuffisances du Programme d'Action de Bruxelles, ce qui nous a permis d'améliorer l'élaboration et la mise en œuvre du nouveau Programme. Nous pensons que le nouveau Programme doit également comprendre des objectifs réalistes et axés sur des besoins spécifiques, qui feront l'objet d'une surveillance et d'un suivi. Cela serait le véritable facteur de réussite du programme.

**La réunion préparatoire régionale pour l'Afrique, qui s'est tenue à Addis Ababa, en Éthiopie, a conclu que malgré une meilleure croissance économique dans les PMA d'Afrique, au cours de la décennie, les progrès en matière de réduction de la pauvreté sont limités. Pensez-vous que c'est le cas au Malawi ?**

Absolument pas. Les meilleurs indicateurs de la réduction de la pauvreté sont la durée de vie, les taux de mortalité infantile, la sécurité alimentaire et les statistiques sur le VIH. Tous ces indicateurs ont été nettement améliorés au Malawi.

**Le secteur agricole, à savoir le soutien principal pour la plupart des économies des PMA d'Afrique, a été caractérisé par une productivité faible et souffrant d'une insuffisance des investissements. Il a également été considéré comme incapable de nourrir de nombreuses personnes, et encore moins, de proposer des emplois décents pour la population rurale au chômage. Pensez-vous que le Malawi a inversé sa tendance économique, en particulier lorsqu'il s'agit de sortir de la liste des PMA ?**

Le Malawi a réalisé d'importants progrès en matière d'économie. La croissance macroéconomique s'est considérablement améliorée au cours des dernières années. Les excellentes conditions météorologiques et la distribution d'engrais subventionnés ont favorisé notre croissance économique basée sur l'agriculture. La croissance économique a réussi à atteindre une moyenne de 7,5 % par an. Le principal objectif du secteur agricole du Malawi consiste à maximiser la contribution à la croissance économique en augmentant la production pour la sécurité alimentaire des ménages au plan national, mais aussi la transformation des produits agricoles destinée à la fois au marché intérieur et aux marchés extérieurs. Notre pays est autosuffisant en production de volailles, et une augmentation de la production laitière (15 %), de la production de viande bovine (3 %) et de la production de chèvres (7 %) a été observée. ■

## Assistance aux PMA en gardant à l'esprit leurs priorités

*Nosh Nalavala de MediaGlobal interview l'Ambassadeur Gary Quinlan, représentant permanent de l'Australie auprès des Nations Unies. Photo de Kamma Thordarson*



Ambassadeur Quinlan Gary, Représentant permanent de l'Australie auprès des Nations Unies

***Cette année, l'Australie a supprimé les droits de douane pour les biens en provenance de pays en développement. Croyez-vous que cette mesure permettra de dynamiser les importations de ces pays tout en ayant des conséquences positives sur les prix, les revenus ou l'emploi en Australie ?***

Oui. Nous sommes depuis longtemps impliqués dans la réforme du commerce. Pendant les années 1980, nous avons apporté des changements drastiques à notre politique économique nationale, en faveur d'une planète mondialisée. La réforme des tarifs douaniers, la réforme financière intérieure et les réformes du marché du travail constituaient les trois socles de cette politique économique. La réforme des tarifs douaniers a été un succès et, grâce à ces changements, nous sommes devenus l'une des meilleures économies mondiales. Notre propre expérience démontre que cela fonctionne : les pays deviennent plus efficace économiquement, sur le plan national car les industries et les entreprises se prennent elles-mêmes en main pour être plus compétitives.

***Vous venez de citer le Programme d'Action d'Istanbul, mais j'aimerais que nous revenions sur le Programme d'Action de Bruxelles : apparemment l'Australie était l'un de ses signataires. Cependant les pays développés n'ont pas honoré leur engagement envers les PMA (pays les moins avancés). Comment se manifeste l'engagement de l'Australie envers ces pays ?***

Premièrement : nous devons en faire davantage. Deuxièmement : nous nous y sommes engagés publiquement. Troisièmement : nous en faisons davantage. Nous avons tous manqué à plusieurs de nos engagements par le passé et nous avons le devoir de mieux faire. Pour ce qui est de l'Australie, nous avons doublé notre budget alloué à l'aide au cours des 5 dernières années et nous nous sommes engagés à le doubler à nouveau d'ici 2015.

Dans l'absolu, il s'agit d'un budget d'aide très conséquent, d'environ 4 milliards de dollars australiens. Il atteindra 9 milliards de dollars australiens d'ici 2015. Traditionnellement, la majeure partie de ce budget était consacrée à la région voisine, l'Asie-Pacifique. Environ 60 % du budget d'aide a été distribué aux pays les plus vulnérables de la région. Mais au cours des quatre dernières années, nous avons diversifié la distribution de ce budget à d'autres pays à travers le monde, afin de tenir compte du fait que nous avons reconnu avoir une plus grande responsabilité, en particulier vis-à-vis des PMA et des pays africains, pour lesquels notre programme de développement était traditionnellement moins important.

Nous savons que nous devons en faire davantage, dans le cadre d'un partenariat. Augmenter le budget d'aide de manière systématique demande de gros efforts. Face aux importantes coupes budgétaires, nous avons fait en sorte que ces réductions ne s'appliquent pas au budget d'aide ; il constitue la seule dépense du gouvernement qui ne diminuera pas, mais qui, au contraire, augmentera. Cette mesure a bénéficié d'un vaste soutien en Australie.

***L'Australie se trouve dans l'hémisphère sud ; pourtant le pays est considéré comme étant techniquement un pays développé. Dans un tel contexte, comment voyez-vous la coopération Sud-Sud ?***

Si vous observez l'Australie, la géographie est différente. Nous faisons partie de l'hémisphère sud, c'est évident, mais nous sommes également entourés de pays en développement et de petits États insulaires en développement, ce qui nous donne une perspective légèrement différente.

Pour ce qui est de la coopération Sud-Sud, si vous observez l'évolution du monde en termes de croissance du commerce et de croissance en général, les économies émergentes et les économies en développement en sont une part de plus en plus importante. D'une manière générale, le potentiel de croissance est beaucoup plus élevé dans le soi-disant « Sud » qu'il ne l'est dans les économies plus matures du Nord. En outre, les nouvelles technologies en provenance du Sud sont souvent plus appropriées. La coopération Sud-Sud est par conséquent importante mais ne diminue en aucun cas le besoin d'une coopération Nord-Sud.

***Vous assisterez à LDC-IV (quatrième conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés) ; qu'avez-vous à apporter aux négociations lors de LDC-IV ? Apporterez-vous une assistance financière concrète ?***

Notre assistance financière principale est représentée par notre engagement au niveau de notre budget, c'est-à-dire la multiplication par deux de notre budget consacré au développement.

La façon dont cet argent sera planifié et distribué devra évidemment tenir compte de la manière dont les pays en développement définissent eux-mêmes leurs besoins. Cela devra être réalisé sous forme de partenariat ; nous souhaitons planifier nos hausses futures de budget afin de répondre aux priorités définies par les PMA eux-mêmes dans le cadre du nouveau Programme d'Action d'Istanbul. Nous envisageons clairement de continuer à soutenir massivement l'éducation et la santé. Selon le programme actuel, l'Australie dépensera 5,6 milliards de dollars australiens pour l'éducation d'ici à 2015. Les dépenses s'élèveront à 1,6 milliard de dollars australiens pour la santé des

mamans et des enfants. La plupart de cet argent sera destiné aux pays en développement et une autre partie ira aux PMA.

***Allez-vous augmenter le budget d'aide destiné aux pays situés hors de votre région ?***

Oui, nous allons l'étendre mondialement. Pour le moment, 60 % du budget est alloué aux pays situés dans la région Asie-Pacifique et en Afrique. Nous ne serons jamais probablement un énorme donateur, mais nous resterons un donateur important. Nous souhaitons donner davantage mais il faut que cela constitue une réponse à une demande. Nous devons connaître les besoins réels. Nous pourrions ensuite déterminer comment allouer cet argent de manière efficace.

***Nous sommes conscients des contraintes liées aux conséquences du changement climatique auxquelles doivent faire face les petits États insulaires en développement. Êtes-vous d'accord avec les petites îles qui exigent que la hausse moyenne mondiale des températures soit limitée à 1,5 degré Celsius ? Quelle est la position de l'Australie à ce sujet, notamment depuis que votre pays subit le poids des « réfugiés environnementaux » ?***

Dans le contexte du sommet de Copenhague, nous avons annoncé une contribution de départ de 599 millions de dollars, effective immédiatement. Nos fonds sont disponibles : 80 % d'entre eux ont d'ores et déjà été alloués. Il s'agit d'un engagement mondial ; au moins 25 % de ces fonds vont aux petits États insulaires en développement (PEID), aux pays africains et aux PMA. Ce sont les groupes qui en ont le plus besoin.

Avant cela, nous avons déjà donné d'importantes sommes d'argent par le biais de notre programme d'aide au développement dans le cadre de l'adaptation au changement climatique mais également dans le cadre de l'atténuation de ce changement climatique, en particulier pour les petits États insulaires du Pacifique. En août 2009, lors du Forum des îles du Pacifique, nous avons annoncé une aide financière de 150 millions de dollars qui permettrait aux petits États insulaires de s'adapter au changement climatique. Nous avons toujours considéré qu'il était essentiel d'aider les petits États insulaires à faire face à ce changement.

En ce qui concerne la température, nous avons soutenu des travaux scientifiques récents qui s'appuient sur une hausse des températures inférieure à 2 degrés Celsius, afin d'évaluer quelles seraient les conséquences de cette hausse et d'entreprendre des actions pour la limiter. ■

# Le Groupe de personnalités éminentes véhicule un message stratégique pour encourager le changement dans les PMA



Le Gouvernement de la Belgique accueille la deuxième réunion du Groupe de personnalités éminentes, à Bruxelles.

Le Groupe de personnalités éminentes s'est réuni pour la deuxième fois en Belgique afin de s'entretenir sur le rapport préliminaire du Groupe au Secrétaire général des Nations Unies. Organisée par le Gouvernement belge, la réunion a également compris une séance de réflexion sur le soutien et la stratégie de communication du Groupe pour garantir un niveau de participation élevé lors de la 4e Conférence des Nations Unies sur les pays les

du Royaume de Belgique, a officiellement ouvert la réunion, soulignant que le Gouvernement belge soutient et continue de soutenir les PMA et est aussi ravi d'accueillir la deuxième réunion du Groupe de personnalités éminentes.

Président Alpha Oumar Konaré a remercié M. Achten, en déclarant que le Groupe de personnalités éminentes était heureux de la présence de ce dernier à la réunion, mais aussi

aux autres sont donc essentielles. Le message doit évoquer un sentiment de solidarité et de responsabilité commune, car il ne s'agit pas simplement d'une question d'intérêt pour les PMA et leurs partenaires, mais d'un effort et d'un engagement collectifs, s'est exprimé Président Konaré

Cheick Sidi Diarra, Secrétaire général adjoint, haut représentant et Secrétaire général de la conférence LDC-IV, a informé le groupe des préparatifs en cours pour la conférence. M. Diarra s'est concentré sur le statut du processus préparatoire de LDC-IV, mais également sur le rapport préliminaire des Personnalités éminentes, et sur les messages clés qui permettront de soutenir les actions de sensibilisation du groupe.

En conclusion, il fut convenu que le Groupe de personnalités éminentes finaliserait leur rapport en mars et le présenterait au Secrétaire général des Nations Unies au cours de la dernière semaine du mois de mars. Les Personnalités éminentes poursuivront leur rôle de sensibilisation pour encourager un haut niveau de participation à la réunion LDC-IV. ■

**Le message doit évoquer un sentiment de solidarité et de responsabilité commune, car il ne s'agit pas simplement d'une question d'intérêt pour les PMA et leurs partenaires, mais d'un effort et d'un engagement collectifs.**

**—Président Alpha Oumar Konaré**

moins avancés (LDC-IV), prévue du 9 au 13 mai à Istanbul, en Turquie. La stratégie a pour objectif de sensibiliser à l'engagement politique et de convaincre l'opinion publique.

M. Dirk Achten, Secrétaire général du Service public fédéral des affaires étrangères

de se trouver à Bruxelles, la ville symbole de la coopération internationale et de la solidarité dans le monde. Par ailleurs, Il incita les personnalités éminentes à présenter un message politique fort pouvant encourager un réel changement. La solidarité et l'ouverture

## Les PMA favorablement positionnés pour recevoir plus d'investissement du secteur privé

Nosh Nalavala de MediaGlobal interview Georg Kell, le Directeur exécutif du Pacte Mondial des Nations Unies.

Photographie de Kamma Thordarson



Le Directeur exécutif du Pacte mondial, Georg Kell

*Au cours de la 4e conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, le Pacte mondial prévoit d'opérer un suivi du secteur privé dans le but « d'aider à identifier les propositions concrètes visant à résoudre les problèmes des PMA en matière d'investissement, de développement de l'entreprise et de finance ». Comment proposez-vous de formuler ces problèmes pour en faire un Programme d'Action efficace ?*

Nous sommes responsables du suivi du secteur privé : la bonne nouvelle, c'est que le secteur privé recherche en permanence des opportunités de croissance. À présent, nous comprenons bien le paradigme des marchés émergents. Beaucoup de nouveaux concepts, tels que la base de la pyramide et l'innovation frugale, sont bien établis. La nature des affaires est de sans cesse croître. Par de nombreux aspects, les marchés de l'OCDE sont saturés : il faut à présent chercher de nouvelles frontières et de nouvelles opportunités. Le thème principal de notre proposition pour le Programme d'Action est le suivant : « De nouvelles opportunités pour les marchés émergents ». Nous pensons qu'un certain nombre de Pays moins avancés sont actuellement très bien positionnés pour recevoir le fruit des investissements du secteur privé, ainsi que les solutions destinées au marché commercial.

*Dans quelle mesure ce programme d'action sera-t-il différent du Programme d'Action de Bruxelles ?*

Il sera fondamentalement différent. Je n'ai pas l'autorité nécessaire pour parler du Programme d'Action politique, mais les entreprises ont un plus grand intérêt aujourd'hui à explorer de nouvelles opportunités. Il y a dix ans, la conférence pour les PMA traitait largement de l'aide officielle au développement, en tentant d'établir une négociation entre les donateurs et les bénéficiaires. Cette fois, une autre question revêt une importance toute aussi grande : comment poursuivre les activités du secteur privé et comment faire en sorte que la croissance liée au secteur privé passe à une échelle supérieure ? Nous espérons convaincre plusieurs centaines d'entreprises et espérons être en mesure de servir de vitrine pour les opportunités qui se présenteront afin de promouvoir l'investissement dans les Pays les moins avancés. Mais nous ne nous laisserons pas intimider par les problèmes sensibles : les entreprises évoquent le fait que plus de la moitié des PMA sont des états fragiles, dirigés par des gouvernements faibles, et parfois, par des régimes corrompus et autoritaires. C'est bien connu et les entreprises sont peu disposées à investir dans des environnements aussi incertains.

*Comment le Pacte mondial gère-t-il les PMA qui manquent de bonne gouvernance et qui sont fuies par les pays développés à cause de leurs pratiques corrompues ?*

Il s'agit d'un gros problème, l'un des problèmes les plus gênants dans le lancement d'une affaire. Nous savons bien que la corruption sévit systématiquement. Il existe également des exceptions, là où il existe de bonnes opportunités. L'un des moyens d'attirer les entreprises est de sensibiliser les PMA sur les coûts qu'entraînent la corruption et la mauvaise gouvernance. Les entreprises n'investissent pas à cause des risques et des coûts élevés. Si vous parvenez à mettre en place des processus efficaces et livrer des efforts sincères pour fournir un environnement plus propice, vous réduirez les coûts de transaction et les entreprises seront alors davantage susceptibles de s'implanter et d'investir.

**Notre mission est d'intégrer les valeurs des Nations Unies aux transactions commerciales, partout dans le monde. Il s'agit d'intégrer les problèmes environnementaux, sociaux et de gouvernance dans les prises de décision économiques afin que ce que les économistes appellent les « externalités » soient prises en compte au moment de prendre des décisions.**

*Donc, à quel niveau intervient le Pacte mondial ?*

Nous avons, dans le cadre de notre programme anticorruption, des entreprises désireuses de diminuer la corruption, en raison de son coût. C'est comme une taxe. Vous ne pouvez pas devenir compétitif sur le marché mondial si vous souffrez, nationalement, d'un taux de corruption élevé. Par conséquent, les entreprises ont tout intérêt à réduire la corruption et nous souhaitons faire entendre leur voix pour que les gouvernements reçoivent le message cinq sur cinq.

*Comment le Pacte mondial juge-t-il la gouvernance des PMA ?*

Nous ne la jugeons pas ; nous nous en remettons à des tierces parties. La paix est évidemment l'élément fondamental. En l'absence

de paix, aucune société ne peut prospérer. En l'absence de paix, aucun investissement à long terme ne sera jamais réalisé. Nous poursuivons le dialogue mondial entamé avec les entreprises et les investisseurs sur l'importance de minimiser les aspects négatifs qui entretiennent les conflits, et maximiser les aspects positifs. L'emploi est bien souvent la meilleure réponse au conflit. De nombreux pays à travers le monde connaissent le désespoir et le chômage des jeunes ; proposer des opportunités d'emploi est souvent le meilleur investissement que vous puissiez réaliser en vue de promouvoir la paix.

*Fonctionnez-vous également comme un organisme de financement ?*

Non. J'ai la conviction que la puissance des idées est bien plus importante et j'essaie de laisser l'argent en dehors de notre organisation. Nous promovons l'entrepreneuriat, les performances d'équipe, la croissance des entreprises ainsi que l'utilisation de solutions pragmatiques pour résoudre les problèmes. La corruption est la source de tellement de mauvaises choses dans le monde, et si nous ne nous y attaquons pas de front, je pense que notre mission sera un échec.

*Votre objectif est donc de rassembler plusieurs entreprises sur une plateforme commune afin de les encourager à investir dans les PMA ?*

Oui, dans un premier temps, nous souhaitons que les entreprises se développent, puis nous voulons observer de plus près les PMA afin de déterminer si les activités continues peuvent passer à une échelle supérieure. Dans un deuxième temps, nous souhaitons examiner la notion d'action collective où les entreprises travailleraient ensemble dans le but de diminuer les risques et les obstacles d'accès au pays, qui sont traditionnellement les principaux obstacles aux investissements. Nous souhaitons enfin faire entendre la voix des entreprises, faire part aux gouvernements de ce qu'il faut faire pour fournir un environnement plus propice à la croissance des affaires et encourager les activités du secteur privé.

*Dans les dix principes soulignés par le Pacte mondial, les principes 7, 8 et 9 se concentrent sur la responsabilité environnementale. Comment mettez-vous en œuvre vos idéaux ?*

Nous sommes plutôt ambitieux : nous souhaitons changer les marchés mondiaux. Notre mission est d'intégrer les valeurs des Nations Unies aux transactions commerciales, partout dans le monde. Il s'agit d'intégrer les problèmes

suite sur la prochaine page

environnementaux, sociaux et de gouvernance dans les prises de décision économiques afin que ce que les économistes appellent les « externalités » soient prises en compte au moment de prendre des décisions.

**Puisque le Pacte mondial est une initiative politique, comment suivez-vous les technologies écologiques ?**

L'engagement se présente sous deux formes : La première est que chaque entreprise qui rejoint le pacte le fasse au niveau du PDG ou du conseil d'administration pour les entreprises ouvertes. Nous attendons que les entreprises qui ont rejoint le Pacte réalisent un compte-rendu annuel.

**Quelle est la mesure de votre engagement à résoudre les problèmes environnementaux ?**

Les problèmes environnementaux sont très importants. Ce sont l'une des priorités de notre programme, avec la corruption. Il est évident que les problèmes environnementaux soulèvent des questions fondamentales, notamment concernant les conséquences du changement climatique : sécheresse, pénurie d'eau, temps imprévisible. Beaucoup d'entreprises à travers le monde sont très préoccupées par la sécurité de leurs chaînes logistiques. Leur sensibilité quant aux incertitudes et aux vulnérabilités est exacerbée. Nous avons donc présenté une nouvelle initiative relative à l'eau, le « CEO Water Mandate ».

**Êtes-vous impliqué dans la finance climatique ?**

Oui, nous prenons le parti de dire qu'une innovation ascendante et à faible empreinte

carbone est possible. Nous soutenons des innovations de ce type dans une multitude de pays. L'une de nos initiatives qui rencontre le plus grand succès s'appelle « Low Carbon Leaders » (leaders de la faible empreinte carbone) ; cette initiative identifie les découvertes cruciales qui, à la fois, répondent aux objectifs de lutte contre la pauvreté et de respect de l'environnement. Nous disposons également de la plus grande plateforme au monde d'action économique pour le climat, appelée « Caring for Climate » ; elle regroupe 450 entreprises.

**Vous travaillez également sur une exposition et un salon. Qu'exposerez-vous lors de ce salon ? Et inviteriez-vous des PMA à présenter leurs biens afin d'attirer des acheteurs potentiels en provenance de pays développés ?**

Oui, le salon est une expo au cours de laquelle les PMA auront l'occasion de présenter leurs opportunités d'investissement à la communauté internationale et d'intensification des partenariats existants. Ces pays pourront exposer au monde leurs politiques d'investissement, la manière dont ils soutiennent la croissance commerciale et les opportunités de partenariat existant dans leurs pays.

**Le partenariat entre le secteur privé et les Nations Unies est de plus en plus populaire. Voyez-vous des entreprises ayant des pratiques non équitables rejoindre le Pacte mondial dans le but d'échapper à une mauvaise publicité ou pour échapper aux**

**contrôles ? Comment mettez-vous en œuvre ce processus ?**

Il n'existe pas de réponse parfaite. Nous ne pouvons que mettre en place des initiatives visant à minimiser ces intentions. Ce monde est imparfait ; chaque entreprise a ses faiblesses, toutes différentes. Notre objectif est d'instaurer des politiques et des procédures en faveur du progrès et de faire en sorte que la transparence et les comptes-rendus améliorent les choses. Notre politique de communication des résultats est très stricte et vous serez exclu du Pacte sur vous ne la respectez pas. Nous avons déjà exclu plus de 2 000 participants pour ne pas avoir rendu compte, chaque année, des progrès accomplis. Nous estimons qu'environ la moitié des entreprises qui rejoignent le Pacte mondial ne sont pas en mesure de respecter leur engagement, qui consiste à rendre compte régulièrement de leurs progrès annuels.

**Vous [Pacte mondial des Nations Unies] êtes devenu de plus en plus actif avec la Conférence LDC-IV à venir. Avez-vous été toujours actif vis-à-vis des PMA ?**

Pas dans le cadre du travail politique ici à New York, mais au niveau national, oui. Nous soutenons les Nations Unies dès que nous le pouvons. C'est pour cela que nous serons présent à la conférence LDC-IV. Nous la considérons comme une occasion extraordinaire pour sensibiliser les entreprises, présenter les opportunités et donner un coup de fouet aux engagements du secteur privé. ■

## Les organisations de la société civile se mobilisent pour participer à LDC-IV

**D**ans le cadre de ses efforts pour engager un dialogue constructif avec les organisations de la société civile (OSC) en vue de la prochaine réunion LDC -IV, UN-OHRLLS a collaboré avec LDC Watch ( un réseau OSC mondial basé au Népal et axé exclusivement sur les problèmes des PMA), les Commissions régionales des Nations Unies et le Programme de Développement des Nations Unies pour l'organisation d' assemblées régionales de la société civile pour la mise en œuvre du Programme d'Action de Bruxelles de 2001 à 2010.

Trois assemblées régionales de la société civile ont jusque-là été organisées avec succès. La première de ces révisions OSC a eu lieu à la commission économique des Nations Unies à Addis Ababa, en Éthiopie, les 4 et 5 mars 2010 en partenariat avec le Programme de Développement des Nations Unies (PNUD). L'Assemblée régionale du Pacifique s'est tenue du 3 au 6 août 2011 à Port Vila, Vanuatu, parallèlement à la 41e réunion officielle du Forum des îles du Pacifique. L'Assemblée

**Conformément à la résolution A 63/227 de l'assemblée générale, la participation de la société civile est une composante essentielle aux préparatifs de LDC-IV et à la conférence elle-même.**

régionale d'Asie a eu lieu, quant à elle, les 22 et 23 novembre 2010 à Bangkok, Thaïlande, en partenariat avec la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP).

Conformément à la résolution A 63/227 de l'assemblée générale, la participation de la société civile est une composante essentielle aux préparatifs de LDC-IV et à la conférence elle-même. Ainsi, le Comité directeur de la société civile a été lancé le 19 octobre 2010 à New York, avec la participation des représentants de la société civile provenant d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Amérique latine. Le Comité directeur OSC se compose de sept OSC

mondiales des plus réputées et a fourni, depuis sa création, d'importantes directives pour favoriser la participation constructive des représentants OSC lors de l'événement préparatoire de LDC-IV. À chacune des manifestations officielles préalables à la Conférence, deux membres du Comité directeur furent appuyés par UN-OHRLLS et invités à prendre la parole devant les participants. Pour garantir un dialogue encore plus interactif entre les états membres et les OSC en vue de la prochaine conférence, les auditions interactives de l'organisation de la société civile se sont déroulées en collaboration avec le Bureau du Président de l'Assemblée générale. ■

## « Nous demandons l'annulation immédiate et sans condition de la dette des PMA » : Karki

*D. Arjun Karki, coordinateur mondial du Comité directeur de la société civile, interrogé par UN-OHRLLS. Photo de Kamma Thordarson*



M. Arjun Karki, Coordonnateur principal du Comité directeur de la Société civile

*En votre qualité de coordinateur mondial du Comité directeur de la société civile, qu'est-ce que les organisations de la société civile attendent de LDC-IV ?*

Compte tenu de la prochaine réunion LDC-IV, les organisations de la société civile du monde entier se préparent à consolider un programme efficace en faveur des PMA les plus défavorisés, axé sur les populations les plus vulnérables et marginalisées de ces pays ; sachant que la pauvreté, tout comme la vulnérabilité sont endémiques dans les PMA et que cela est souvent négligé par les parties prenantes. Nous avons mobilisé notre circonscription et au-delà, en faveur de LDC-IV, et recevons un soutien et une solidarité sans réserve pour notre cause collective en matière de défense des intérêts des PMA. Il s'agit d'une urgence éthique de renverser la tendance des quatre dernières décennies d'échec du développement dans les PMA qui a injustement coûté des vies et compromis les moyens de subsistance des peuples des PMA. En tant que société civile, nous espérons qu'Istanbul reconnaisse cette urgence. Istanbul est perçue comme un point de départ historique en termes de nouvelle action de développement progressif pour les PMA, en ouvrant véritablement la voie à une décennie constructive qui verra au moins la moitié des PMA sortir de leur état actuel en vue de nous mener vers un monde sans PMA !

*Vous vous êtes engagé activement lors de LDC-III en 2001. Que pensez-vous du processus préparatoire et croyez-vous que les résultats de LDC-IV seront différents des conférences précédentes ?*

Absolument, le rôle plus important de la société civile dans le processus préparatoire de LDC-IV est différent des conférences qui ont eu lieu par le passé. Je crois que cela est dû au fait que le rôle de la société civile a été reconnu dans la Résolution 63/227 de l'UNGA, qui lui confère la légitimité et la crédibilité nécessaires en tant qu'intervenant clé. Ceci étant, néanmoins, la meilleure marge d'action de la société civile sera appréciée en fonction de la qualité du document final de LDC-IV. Nous espérons donc que la conférence soit différente à cet égard. L'organisation des manifestations préalables à la conférence à cette fois, favorisé les dialogues de fond nécessaires sur les défis actuels, mais aussi futurs, des PMA.

**Cette campagne devrait revêtir plusieurs aspects en termes de sensibilisation pour les PMA, renforcement des compétences, recherche et génération de ressources qui contribueront à soutenir un intérêt et une attention durables à l'égard du développement en faveur des plus pauvres dans les PMA.**

En outre, suite à la conférence LDC-III, nous avons observé la création de UN-OHRLLS pour les PMA, actuellement le Secrétariat de LDC-IV. Toutefois, je souhaiterais souligner le fait que le résultat de LDC-IV doit contribuer au renforcement des capacités d' OHRLLS, de la société civile, mais aussi d'autres parties prenantes qui défendent les intérêts des PMA.

*Selon vous, quelles approches la communauté internationale devrait-elle adopter pour relever les nouveaux défis tels que le changement climatique et la crise financière rencontrés par les PMA ?*

Comme je l'ai mentionné précédemment, la communauté internationale doit viser un changement radical dans sa façon d'envisager les actions de développement dans les PMA en tant qu'urgence éthique. Cela implique de contribuer au développement complet qui constitue un facteur de développement humain, dans le vrai sens du terme (capacités de production, protection sociale, équité, sécurité humaine) en allant au-delà du modèle de croissance économique soutenue par le marché dominant qui tue littéralement des gens et pollue notre environnement déjà dégradé. La communauté internationale doit respecter la cohérence des politiques, ce qui renforcera à son tour les réponses apportées par les PMA aux politiques plus favorables aux pauvres, marquant ainsi un véritable partenariat mondial pour le développement. La tendance actuelle qui consiste en des réductions drastiques de l'aide publique au développement a déjà et continuera de mettre en péril de financement du développement des PMA, d'où la nécessité pour la communauté internationale de réaffirmer et d'honorer ses engagements maintes fois répétés envers les PMA.

Les nouveaux financements de l'adaptation aux changements climatiques pour les PMA devaient être non négociables, étant donné que les PMA sont les moins responsables des catastrophes climatiques, et qu'injustement, ils en sont les plus affectés.

*Pourriez-vous nous parler un tout petit peu plus de certaines actions spécifiques et immédiates qui sont particulièrement stratégiques et visionnaires pour relever les défis urgents et répondre aux priorités des PMA ?*

Une action immédiate de LDC-IV doit être de trouver un accord pour un mécanisme visant à suivre instantanément la mise en œuvre du Programme d'Action d'Istanbul, en se fondant sur l'élan suscité par LDC-IV. En réalité, un tel accord doit être conclu avant Istanbul ! Une campagne mondiale pour les PMA (qui manquait jusqu'à présent) est nécessaire ! Cette campagne devrait revêtir plusieurs aspects en termes de sensibilisation pour les PMA, renforcement des compétences, recherche et génération de ressources qui contribueront à soutenir un intérêt et une attention durables à l'égard du développement en faveur des plus pauvres dans les PMA.

L'une de nos campagnes principales demande l'annulation immédiate et sans condition de la dette des PMA, ce qui permettrait de dégager des ressources pour financer le développement des PMA. Nous apportons également notre soutien aux demandes de financement pour l'atténuation des crises et le renforcement de la capacité de résistance, mais aussi pour la taxe sur les opérations de change qui permettraient de relever les défis liés au développement des PMA. ■

# Les parlementaires se voient confier un rôle plus important à LDC-IV

*Nosh Nalavala de MediaGlobal interview Alessandro Motter, Conseiller principal aux Affaires économiques et sociales de l'Union interparlementaire (UIP). Photographie de Kamma Thordarson*



Alessandro Motter, Conseiller principal, économique et Des affaires sociales de l'Union interparlementaire

**Au cours des dix dernières années, les Parlements ne se sont pas suffisamment engagés à faire avancer l'ordre du jour des PMA (pays les moins avancés), quelles raisons attribuez-vous à cette apathie ?**

Lorsque l'on évoque les parlements, il faut faire la distinction entre les parlements des PMA et ceux des pays développés et du reste du monde. Le Programme d'Action de Bruxelles était applicable aux gouvernements et aux parlements de tous les pays du monde. Au sein des PMA, les principaux soucis des parlements se résument aux compétences et à l'autorité juridique. Dans les pays développés, le problème des parlements est qu'ils n'ont guère entendu parler du Programme d'Action de Bruxelles. Ils sont concernés par le « développement », notamment par les Objectifs du Millénaire pour le Développement et par des ordres du jour plus généraux, mais ils n'ont pas cerné les besoins des Pays les moins avancés.

Le mot « apathie », comme vous dites, a une connotation étrange : il sous-entend une volonté de ne pas s'engager. Or, en réalité, la situation des parlements des PMA est pratiquement désespérée. Ils sont souvent en sous-effectif, n'ont pas les ressources nécessaires et fonctionnent généralement dans un environnement où le gouvernement prend le pas sur eux alors qu'ils sont censés lui demander des comptes. En fait, le programme des PMA n'a pratiquement pas été débattu dans les parlements.

**Les parlements des pays développés s'impliquent-ils davantage dans l'ordre du jour des PMA, à la fois dans le cadre du programme de développement dans son ensemble et comme expression du partenariat Nord-Sud ?**

Au cours des dix dernières années, nous n'avons trouvé que de très faibles concentrations de cet ordre du jour dans les délibérations des parlements des pays développés. Cela ne signifie pas qu'ils n'y sont pas sensibles, mais simplement qu'ils n'ont pas cerné les problèmes des PMA. Une volonté politique plus forte est nécessaire, ainsi qu'un plus grand sens du partenariat avec les PMA, y compris avec les parlements des PMA.

**Quelle est la mission de l'Union interparlementaire (UIP) en ce qui concerne les Pays les moins avancés ?**

Nous essayons de sensibiliser les parlements à ce programme et au Programme d'Action d'Istanbul comme nous ne l'avons jamais fait auparavant. Nous n'avons pas participé au programme de Bruxelles comme nous participons à celui d'Istanbul aujourd'hui. Nous avons augmenté notre participation en raison de la part croissante du

développement à l'ordre du jour de l'UIP. Nous avons soutenu le processus national d'évaluation réalisé en préparation de la conférence LDC-IV, puis les processus régionaux et mondiaux. À l'échelle mondiale, nous informons les parlementaires lors de nos réunions à travers le monde, nous les sensibilisons sur les négociations du nouveau Programme d'action, et nous invitons les Députés à participer activement à la conférence et au forum parlementaire spécial qui a lieu lors de la conférence. En avril, nos membres se réuniront au Panama pour débattre et adopter le message parlementaire que nous présenterons à Istanbul. Je dois dire que nous avons été extrêmement chanceux d'avoir trouvé un partenaire formidable en la personne de M.Diarra, le haut-représentant des PMA, et son équipe.

**La mission de l'UIP est-elle de réunir tous les parlements de divers pays et de les mettre d'accord sur un seul et même programme ?**

Notre rôle est la coopération parlementaire au sujet de plusieurs ordres du jour, le plus important étant pour nous la démocratie, qui pose selon nous la meilleure des bases politiques au développement. Nous essayons résolument de créer une base parlementaire commune, afin que les députés, en tant que responsables politiques, aient une meilleure compréhension des problèmes mondiaux. C'est là notre principale mission.

**Au moment où les parlements instaurent de nouvelles politiques et présentent de nouveaux programmes visant à faire face à la crise économique actuelle, l'égalité des sexes et la participation féminine à la vie politique constituent-ils des aspects importants de votre programme ?**

L'UIP est très concerné par la question du renforcement du pouvoir des femmes ; l'un de nos plus importants programmes traite d'ailleurs de l'égalité hommes/femmes parmi les élus. Nous réalisons donc des statistiques et nous faisons prendre conscience du fait que nous sommes loin de l'égalité hommes/femmes dans les parlements du monde, mis à part dans quelques pays, notamment, chose étonnante, au Rwanda.

Le renforcement du pouvoir économique des femmes est essentiel au développement d'un pays et celui-ci doit commencer par des prises de décision sur le plan politique. Si nous n'avons pas assez de femmes politiques sensibles au potentiel économique des femmes, il est fort probable que certaines décisions qui seront prises ne joueront pas en leur faveur. Lorsque les gains potentiels liés à l'activité économique des femmes ne sont pas pleinement exploités, le modèle de croissance

global s'en trouve affecté de manière négative. L'un des exemples les plus évident de cette relation est l'intégration de l'égalité entre les hommes et les femmes dans le processus budgétaire, c'est-à-dire établir le budget national d'un pays sous l'angle du genre. Lorsque vous établissez un budget, un exercice hautement politique actuellement, vous décidez quels montants seront alloués à certaines entreprises où les femmes ont un rôle de direction ou à certains secteurs où les femmes sont sous-représentées ou surreprésentées.

**Dans la plupart des Pays les moins avancés, la progression du développement connaît un certain ralentissement. Il se peut qu'ils n'atteignent pas les Objectifs du Millénaire pour le Développement, et que cela affecte négativement les femmes. Quel rôle les parlements devraient-ils jouer dans une telle situation ?**

Le développement ne progresse pas aussi vite qu'il le devrait, mais il ne « ralentit » pas par rapport, disons, aux vingt dernières années : il y a du progrès. De manière générale, notre position est de dire que pour faire progresser le développement, nous devons davantage mettre l'accent sur la croissance pro-pauvres. Cela implique, entre autres, des politiques sociales et économiques proactives visant à soutenir l'industrie à prédominance de main-d'œuvre. Cela implique également d'investir dans les femmes afin qu'elles puissent bénéficier d'une meilleure rentabilité de leur travail. Pour ce qui est de financer des petites entreprises, par exemple, nous savons que les femmes sont souvent clientes d'institutions de microfinance et c'est en partie pour cela que nous soutenons le développement futur de la microfinance par le biais de politiques adaptées. Lorsque vous améliorez le statut économique des femmes, vous améliorez également leur condition sociale.

**L'UIP est basée sur le principe fondamental selon lequel les conflits doivent être résolus par le dialogue. Dans quelle mesure l'UIP est-elle active dans ce rôle auprès des PMA ?**

Bien sûr, nous sommes pleinement conscients que bon nombre de PMA sont soit en conflit, soit dans une situation post-conflictuelle. Il s'agit de l'une de nos principales préoccupations, à laquelle nous essayons de remédier en renforçant la qualité du dialogue politique. Par exemple, lors de nos réunions, nous rassemblons des personnes qui d'habitude ne se parlent pas, que ce soit au niveau local ou international. Dans certains cas, comme au Burundi ou en Sierra Leone, nous essayons de veiller à ce que les parlements soient également un acteur du processus de paix. ■

# « L'aide aux PMA est un investissement pour un monde meilleur » : Girmai

Mme Azeb Girmai, membre du Comité directeur de la société civile pour la PMA-IV, interrogée par l'UN-OHRLLS.



Mme Azeb Girmai, membre du Comité directeur de la société civile pour LDC-IV

**En tant que membre du Comité directeur de la société civile pour LDC-IV, quels sont les enjeux du développement sur lesquels vous voulez particulièrement attirer l'attention lors de LDC-IV ?**

Nous sommes aujourd'hui confrontés à de nouveaux défis mondiaux pour lesquels il faut d'urgence prêter attention. En répondant à ces éléments, le nouveau programme d'action doit se fonder sur ce qui a été réalisé jusqu'à présent au cours de la dernière décennie. Les effets du changement climatique vont durement toucher les PMA, car ils disposent des capacités d'adaptation les plus restreintes. Par conséquent, nous devons envisager sérieusement d'améliorer leur capacité d'adaptation pour améliorer leur résistance. La crise alimentaire mondiale est un autre enjeu qui va submerger les PMA, des pays principalement importateurs nets de denrées alimentaires. L'augmentation constante des prix alimentaires au niveau international a un impact direct sur les populations des PMA dont les dépenses alimentaires représentent une part importante. Le nouveau programme doit s'efforcer de renforcer leur secteur agricole, qui a été négligé pendant de longues années pour diverses raisons internes comme externes. De cette façon, les PMA peuvent devenir autosuffisants et améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition de leur société, mais aussi leur capacité de production.

La communauté internationale doit, par le biais d'un comité responsable, apporter son soutien à la demande de désendettement des PMA, afin de passer des obligations en matière de dette aux questions d'actualité urgentes. Le financement de la lutte contre le changement climatique pour les PMA doit bénéficier d'une attention particulière avec des ressources financières suffisantes et additionnelles pour l'aide publique au développement (APD) afin de s'adapter aux pays en développement, en identifiant les dommages déjà causés par le changement climatique et ceux des années à venir, lorsque les objectifs d'émissions ne sont pas atteints. Les PMA nécessitent également des accords commerciaux équitables.

**Avec les préparatifs de la conférence déjà en bonne voie, quelles sont vos réflexions et préoccupations à l'égard des organisations de la société civile pour la période précédant la quatrième conférence des Nations Unies sur les PMA ?**

La connaissance du Programme d'Action de Bruxelles est limitée dans tous les PMA, non pas seulement au sein de la société civile, mais dans l'ensemble de la société. Cela s'explique principalement par le fait que ce programme n'avait pas de plan explicite dès le début pour impliquer la société civile ou les autres parties prenantes dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du programme. Cela aura un impact sur la rédaction du nouveau programme d'action, car l'évaluation critique de l'ancien Programme d'Action de Bruxelles sera limitée. À ce stade, les efforts considérables déployés par UN-OHRLLS pour impliquer les parties prenantes (la société civile, mais également le secteur privé et les parlementaires) au processus préparatoire de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les PMA (LDC-IV) enrichiront le processus et le programme d'action final.

**Nous sommes aujourd'hui confrontés à de nouveaux défis mondiaux pour lesquels il faut d'urgence prêter attention. En répondant à ces éléments, le nouveau programme d'action doit se fonder sur ce qui a été réalisé jusqu'à présent au cours de la dernière décennie.**

**Selon vous, comment la société civile pourrait-elle se mobiliser et faire campagne pour améliorer la sensibilisation et les actions de la communauté mondiale envers les PMA et leurs enjeux ?**

La société civile devrait intervenir pour rendre le programme efficace. Toutefois, cela n'est possible que si les rôles et les responsabilités de la société civile sont intégrés de manière claire et réaliste au programme lui-même. À ce stade, nous

avons sensibilisé le plus grand nombre de membres de la société civile grâce à des ateliers régionaux, pour les préparer à participer à la réalisation du nouveau programme en mai 2011 en Turquie.

**La contribution de la société civile est largement mise en valeur et devrait être intégrée au résultat de la PMA-IV. Selon vous, par quels moyens nouveaux et innovants les organisations de la société civile pourraient-elles apporter leur contribution à la conférence et à son résultat ?**

Je pense que la confiance, l'espoir et la conviction d'UN-OHRLLS à impliquer véritablement toutes les parties prenantes potentielles permettront de renforcer l'engagement des organisations de la société civile. De ce fait, le Comité directeur de la société civile inclut désormais la société civile dans le processus préparatoire pour que sa voix puisse être intégrée au document final. Cela sera possible grâce à l'audition de la société civile en avril 2011 à l'Assemblée générale. De plus, la société civile se prépare à organiser un forum parallèle à LDC-IV en Turquie, où les points critiques du document final seront abordés et transmis pour influencer les négociations.

**Afin de s'assurer que LDC-IV soit un réel succès, elle nécessite une étroite collaboration de toutes les parties prenantes sur les questions des PMA. Du point de vue de la société civile, quelles sont les attentes sur le niveau d'engagement et de partenariat de la communauté internationale ?**

Les progrès des PMA doivent représenter un objectif commun au niveau international. Par conséquent, le soutien et l'aide apportés aux PMA doivent être considérés comme un investissement pour un monde meilleur, où tout le monde serait gagnant dans les quelques années à venir. À l'heure actuelle, la communauté internationale doit prendre conscience que les PMA sont confrontés à des crises multiples, dont ils ne sont pas responsables. Laisser leur situation s'aggraver pourrait anéantir tous les efforts déployés pendant de longues années de partenariat pour le développement. Un véritable engagement collectif visant à proposer un nouveau programme réaliste et pratique sera la seule façon à abolir (dans un laps de temps relativement court) cette catégorie et de transformer les PMA en nations dynamiques et autosuffisantes. ■

# Le nouveau Programme d'Action doit être ambitieux mais réaliste

*Nosh Nalavala de MediaGlobal interview  
l'Ambassadeur Michel KAFANDO, représentant  
permanent du Burkina Faso auprès des Nations Unies.*



M. Michel Kafando Ambassadeur, Représentant permanent du Burkina Faso auprès des Nations Unies

**Le Burkina Faso a souvent suggéré qu'il fallait augmenter l'aide publique au développement (APD). Pensez-vous que cela pourrait constituer une solution tangible pour réduire la pauvreté et atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ?**

Je tiens à dire que l'APD ne doit pas être une affaire de charité pour les pays développés. Il s'agit avant tout d'une affaire de responsabilité politique, d'une affaire de respect des engagements internationaux, mais aussi de notre futur commun et de notre survie. Je pense que si l'APD avait été suffisante et non-contraignante, les pays en développement n'en seraient plus à un stade de développement aussi peu avancé.

Lors du sommet de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2010, au moment du passage en revue des dix dernières années de réalisation des OMD, il était clair que certains des états membres, en particulier des états d'Afrique sub-saharienne, n'atteindraient pas ces OMD sans une contribution extérieure.

**Dans quelle mesure les PMA ont-ils été touchés par la crise financière ?**

Les pays en développement, notamment les PMA, ont été les pays les plus touchés par la crise financière et économique, alors qu'ils n'en sont pas responsables. Sur une planète mondialisée, notre intérêt commun est de ne laisser personne de côté. Nous avons un destin commun et des intérêts identiques.

**Pensez-vous que les PMA ne progressent pas assez à cause de leur manque de systèmes statistiques viables et de ressources financières mobilisées et parce qu'ils ne se sont pas assez impliqués dans la gouvernance mondiale : un sentiment par ailleurs exprimé par le Secrétaire général des Nations Unies ?**

En effet, nous avons remarqué que le Secrétaire général des Nations Unies, dans son rapport sur la mise en œuvre du Programme d'Action de Bruxelles 2010, après avoir identifié les problèmes et les défis auxquels font face les Pays les moins avancés, a demandé, le développement de systèmes statistiques viables, la mobilisation de ressources financières supplémentaires et une plus grande implication dans la gouvernance mondiale, pour le développement de ces pays. Nous pensons effectivement qu'il s'agit là de recommandations pertinentes, qui doivent être prises en compte avant et après la conférence d'Istanbul.

Depuis quelques temps déjà, les questions liées à la mobilisation des ressources et à la gouvernance économique mondiale sont régulièrement débattues lors de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le Consensus de Monterrey exhorte les pays développés à consacrer 0,7 % de leur PNB à l'aide publique au développement et d'en réserver une part comprise entre 0,15 et 0,20 % pour les Pays les moins avancés. Cette question a été soulignée maintes et maintes fois, notamment pendant la Conférence de juin 2009 sur la crise financière et économique et lors du Sommet de septembre 2010 sur les OMD.

**Quel est l'objectif du Burkina Faso pour la conférence LDC-IV ?**

Notre objectif est fondamentalement le même que celui de l'ensemble du groupe. Nous, les 48 pays les moins avancés, avons décidé de parler d'une seule voix lors de cette conférence. Nous avons décidé que le Népal, en tant que pays président notre groupe et pays soutenu par le groupe des 77 ainsi que par la Chine, sera notre porte-parole lors de cet événement. Nous soutenons et encourageons le pays qui préside notre groupe dans l'excellent travail qu'il fournit. Nous ne nous rendrons pas à la conférence avec un programme personnel, mais pour défendre une cause commune.

Tout le monde sait qu'en 1971, les Pays les moins développés étaient définis par les Nations Unies comme les pays « les plus faibles et les plus pauvres » de la communauté internationale. Or, depuis lors, seuls trois pays, le Botswana en 1994, le Cap Vert en 2007 et plus récemment les Maldives en 2010, sont sortis de ce groupe. Nous devons par conséquent adopter des mesures plus solides et plus ciblées à Istanbul, des mesures qui permettront à un grand nombre de PMA de sortir de ce groupe au cours des dix prochaines années. Et pour cela, nous avons besoin de l'aide de chacun, à tous les niveaux.

**Quel type de dénouement attendez-vous de la conférence d'Istanbul qui différencierait du Programme d'Action de Bruxelles ?**

Nous applaudissons l'excellent travail préparatoire à la Conférence réalisé par le bureau du haut représentant des Pays les moins avancés, des Pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement, l'Ambassadeur Cheick Sidi Diarra. Par ailleurs, nous apprécions le rôle joué par la Turquie en sa qualité de pays hôte de la Conférence.

Nous avons appris des erreurs commises lors du Programme d'Action de Bruxelles. Nous espérons que le Programme d'Action adopté à Istanbul donnera lieu à des engagements ambitieux mais réalistes et que des mécanismes de suivi solides et efficaces seront mis en place pour contrôler ces engagements, à tous les niveaux.

Le groupe des PMA a présenté une très bonne ébauche des Objectifs et il a été décidé lors de la première réunion du Comité préparatoire intergouvernemental pour la Quatrième Conférence des Nations Unies sur les PMA que ce document, enrichi par les contributions des divers partenaires, servira de base aux négociations. Il contient des objectifs pratiques, réalistes et tournés vers l'action.

C'est le destin de plus de 800 millions de personnes qui est en jeu. À Istanbul, nous aurons une opportunité unique d'écrire l'histoire. Ne la manquons pas.

**Lors de la réunion préparatoire à la conférence LDC-IV, le représentant du Burkina Faso a déclaré que les participants à la conférence LDC-IV « devaient mettre l'accent sur les principales préoccupations des pays les moins avancés et sur leur besoin d'accepter la responsabilité de leur processus de développement ». Qu'est-ce que cela signifie exactement ?**

Tout d'abord, permettez-moi de vous remercier de me donner l'opportunité de donner notre avis, grâce à MediaGlobal, sur une question essentielle à l'ordre du jour des Nations Unies dans le cadre de la quatrième conférence des Nations Unies sur les PMA.

Comme vous le savez, le Programme d'Action de Bruxelles a pris fin, et la communauté internationale prépare l'adoption d'un nouveau programme à Istanbul en mai 2011. Nous pensons que la voix des Pays les moins avancés doit se faire entendre à cette occasion, étant donné que c'est leur destin qui est en jeu. Nous avons une expérience capitale en matière de gouvernance politique et de gestion socio-économique. La responsabilité de notre propre développement nous revient entièrement. Nous connaissons le chemin. Cependant, des contraintes techniques et financières freinent notre progression. C'est pourquoi nous avons besoin de travailler en partenariat. ■

## La Finlande soutient les PMA dans les domaines de l'éducation et du développement humain

*Nosh Nalavala de MediaGlobal interview l'Ambassadeur Jarmo Viinanen, représentant permanent de la Finlande auprès des Nations Unies. Photographie de Kamma Thordarson*



Ambassadeur Viinanen Jarmo, Représentant permanent de la Finlande à l'ONU

**M. l'Ambassadeur, vous préparez actuellement votre rapport final. Qu'est-ce que cela implique exactement ?**

Il s'agit d'un document qui pose les bases des négociations. Il rapporte en détail les éléments dont nous avons débattu jusqu'à présent, ainsi que les contributions de partenaires qui ont des points de vue différents. Il est très difficile de débiter les négociations ligne par ligne, paragraphe par paragraphe, en s'appuyant sur des documents préliminaires. Mon ébauche est une version complète.

**Quels sont les principaux éléments constitutifs du rapport final ?**

Ce rapport traitera des domaines prioritaires dans lesquels la communauté internationale et les PMA (pays les moins avancés) doivent eux-mêmes agir afin de favoriser le développement au sein des PMA. Par exemple, nos principales préoccupations sont, entre autre, de trouver comment développer la capacité de production des PMA, développer les infrastructures dans les PMA, ou encore favoriser le développement agricole dans les PMA. Nous nous préoccupons en outre des problèmes liés au développement humain et aux ressources humaines, ainsi qu'aux problèmes environnementaux et ceux liés au changement climatique. Ce document mènera au Programme d'Action d'Istanbul.

**En quoi sera-t-il différent du Programme d'Action de Bruxelles, qui, pour des raisons pratiques, n'a pas connu un franc succès ?**

Ce programme ne sera pas très différent du Programme d'Action de Bruxelles. Bien sûr, au final, le type de Programme d'Action qui résultera d'Istanbul dépendra des états membres. La différence résidera dans le processus qu'il suivra.

**Le Programme d'Action de Bruxelles demandait aux états membres un engagement de 0,7 % de leur PNB. Quel engagement espérez-vous concrétiser à l'issue LDC-IV ?**

Il semble clair que beaucoup des partenaires au développement ne sont pas prêts à aller au delà des engagements actuels de 0,7 % destiné aux pays en développement et de 0,15 % du PNB alloué aux PMA. La plupart des pays n'ont pas encore atteint cet objectif. Et déjà lors du premier comité préparatoire, il semblait clair que de nombreux partenaires au développement n'étaient pas prêts à prendre de nouveaux engagements quantitatifs.

**La Finlande parvient-elle à respecter ses engagements ?**

Oui, nous sommes en bonne voie pour atteindre les 0,7 % d'ici à 2015.

**L'amélioration du Cadre Intégré Renforcé (CIR) est probablement le résultat le plus tangible que l'initiative d'Aide mondiale pour le commerce ait produit jusqu'à présent. Comment ces fonds ont-ils été distribués et la Finlande a-t-elle joué un rôle dans leur suivi ?**

Je sais que notre politique nationale met de plus en plus l'accent sur l'Aide pour le commerce car nous sommes conscients que l'Aide publique au développement (APD) seule ne suffira pas. Nous devons perfectionner les capacités de production des PMA ainsi que celles des autres pays en développement. L'Aide pour le commerce constitue l'un des moyens d'atteindre cet objectif. Une importance croissante a été accordée dernièrement à cette Aide pour le commerce, probablement en raison du fait que notre Ministre du développement est à la fois Ministre du Commerce extérieur.

**La Finlande a régulièrement contribué aux fonds d'affectation spéciale de la CNUCED pour les PMA ; en 2007, vous avez donné un million d'euros. Allez-vous continuer à apporter votre contribution à ce fonds et quel type d'assistance allez-vous apporter aux PMA, à la fois de manière générale et lors de la plate-forme du LDC-IV ?**

Dans le cadre de notre coopération pour le développement, nous ciblons notre aide sur certains pays. Beaucoup de ces pays sont des PMA ; le Népal, le Mozambique ou la Tanzanie en font notamment partie. Nous accordons toujours une très grande importance à l'éducation et au développement humain, et les fonds que nous distribuons sont considérables : pour le Mozambique par exemple, cela représente environ 30 millions d'euros par an. Ce montant est presque équivalent pour la Tanzanie.

**Quel somme avez-vous allouée pour financer les PMA ?**

Nous avons dépassé notre objectif de 0,15 % de notre PNB. Au total en 2009, l'Aide publique de la Finlande pour le développement des PMA a atteint 0,19 % du PNB, ce qui représente 446 millions de dollars.

**Vous avez cité le Népal ; l'ambassadeur népalais nous a récemment confié ne pas recevoir le financement nécessaire pour enrayer la déforestation au Népal. Certaines de vos aides financières sont-elles consacrées aux problèmes liés au changement climatique ?**

Oui, elles sont de plus en plus destinées aux

problèmes liés au changement climatique. Les forêts ont toujours été importantes pour notre pays ; nous en possédons beaucoup et bénéficions donc d'une grande expérience et d'une grande expertise dans ce domaine. L'exploitation des forêts est l'un des problèmes sur lesquels nous travaillons.

**Parmi les préoccupations liées aux PMA, citées au cours des diverses sessions, le fait d'avoir une bonne gouvernance s'est avéré être un élément important. Une bonne gouvernance au sein des pays en développement est-elle une condition préalable pour que les pays développés augmentent leur aide financière et honorent leur engagement à hauteur de 0,7 % ?**

Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une condition préalable. Je pense que le développement doit s'accompagner d'une bonne gouvernance. Elle fait partie intégrante du processus de développement.

**Ces préoccupations ont-elles été soulevées au cours de vos délibérations ? J'entends les préoccupations liées à la bonne gouvernance et à la corruption omniprésente ?**

Nous accordons toujours des degrés d'importance différents. Du point de vue du développement, nous mettons toujours l'accent sur la bonne gouvernance afin d'obtenir les fonds et de bâtir les institutions. Puis, du point de vue des pays en développement, nous insistons sur le fait qu'ils puissent exprimer leur opinion sur les sujets qui les concernent. Certains sujets sont toujours très délicats à traiter, en particulier la corruption.

**L'initiative « Tout sauf les armes » donne un accès exempt de droits aux produits en provenance des PMA, avec quelques exceptions pour certains produits agricoles vers la Finlande et d'autres pays du Nord. La Finlande est-elle un partenaire commercial actif des PMA ?**

La part des PMA dans notre commerce extérieur total est très limitée. Mais « Tout sauf les armes » donne l'opportunité aux PMA de faire affaire avec les pays européens et avec la Finlande en particulier. Cette part limitée dans notre commerce extérieur est en partie due au fait que la capacité de production des PMA n'est pas suffisante. Et les PMA eux-mêmes ont des caractères très différents : le plus grand des PMA, le Bangladesh, dispose d'une industrie textile forte et en plein essor. Mais il existe également de petits États insulaires où la capacité de production est faible ; ils ne sont donc pas en mesure de participer au commerce international.

*suite sur la prochaine page*

**La conférence LDC-IV fera-t-elle évoluer positivement le dialogue Nord-Sud ?**

J'espère qu'elle permettra de changer les choses. J'espère que l'attention sera à nouveau portée sur les vulnérabilités des PMA et plus particulièrement sur les terribles conditions de vie des habitants de ces pays.

**En tant que président du « Comité préparatoire », y a-t-il un ordre du jour que vous souhaitez mettre en avant et qui vous tient vraiment à cœur ?**

L'amélioration des capacités de production des PMA est probablement l'ordre du jour qui me tient le plus à cœur. Nous, les partenaires du développement, devons vraiment prendre conscience qu'il est important de mettre l'accent sur le secteur social et sur le secteur de l'éducation. Mais nous devons également promouvoir davantage les capacités de production. Les routes, les ports, les infrastructures... nous devons investir dans ces domaines et aider les PMA à investir dans ces domaines.

**Le problème du changement climatique est une préoccupation importante : la Finlande tient-elle un**

**rôle de premier ordre lorsqu'il s'agit d'aider les PMA à affronter cette crise, notamment les petits États insulaires en développement (PEID) ?**

Tout d'abord nous les avons aidés en leur fournissant les ressources nécessaires pour participer aux négociations. Nous avons recruté une ou deux personnes pour permettre aux PEID de participer aux négociations sur le changement climatique. Nous avons également fourni un fonds distinct d'affectation spéciale au sein du Programme de Développement des Nations Unies (PNUD) pour que les femmes participent aux négociations sur le changement climatique.

Nous prendrons en charge les dépenses des délégations de PMA ou d'autres pays en développement qui participent aux négociations et qui ajoutent une personne de plus au nombre de leurs participants, si cette personne est une femme. Par ailleurs, nous avons mis en place une coopération bilatérale avec de nombreux pays, notamment dans le domaine des services météorologiques, des prévisions météorologiques, etc.

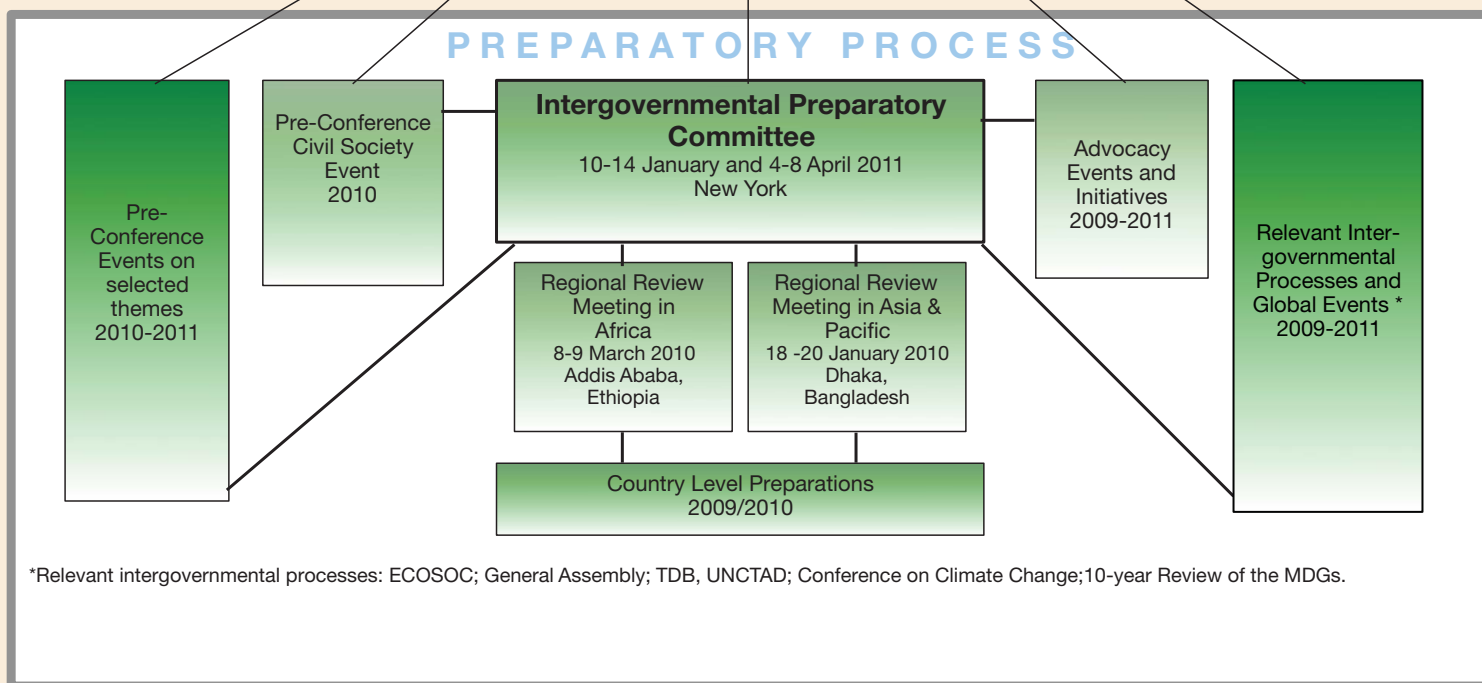
Le financement du changement climatique est l'un des secteurs qui sera amené à augmenter à l'avenir. Il s'agit d'un problème majeur, en particulier pour les PEID, qui ont besoin d'une aide considérable.

**Il existe 48 PMA, il existe également des PEID et des PDE (pays en développement enclavés). Un certain nombre de PDE et de PEID sont également des PMA : pourquoi leurs problèmes ne sont-ils pas débattus lors des forums tels que PMA-IV ?**

Je pense que leurs problèmes ont été signalés, mais il faut comprendre que lorsqu'on a 48 PMA, ils ont tous des caractéristiques très différentes. Certaines de leurs caractéristiques sont similaires, mais de nombreux PMA présentent des défis très différents. Les PEID doivent faire face à des défis immédiats liés à l'augmentation du niveau de la mer, et beaucoup n'ont pas le potentiel pour être un jour en mesure de participer au commerce international. Nous devons trouver un moyen d'améliorer les conditions de vies des personnes les plus pauvres résidant dans les pays les moins avancés. ■



UN-OHRLLS



\*Relevant intergovernmental processes: ECOSOC; General Assembly; TDB, UNCTAD; Conference on Climate Change; 10-year Review of the MDGs.

## Quatrième conférence des Nations Unies : Calendrier des événements de LDC-IV

SATURDAY, 7 MAY							
CIVIL SOCIETY FORUM (ALL DAY)							
SUNDAY, 8 MAY							
CIVIL SOCIETY FORUM (ALL DAY)	G77 Meeting (TIME) LOCATION (TBC)	EU Meeting (TIME) LOCATION (TBC)	PARLIAMENTARY FORUM (ALL DAY) Conference Centre	Summit of the LDC Group (ALL DAY) Conference Centre (TBC)			
MONDAY, 9 MAY							
<b>INAUGURAL CEREMONY 9 to 10:30 a.m. (Anadolu Auditorium)</b>							
<b>Intergovernmental Track</b>	Anadolu Auditorium	Rumeli Upper Level Grand Ballroom Rooms A + B	<b>Private Sector Track</b>	<b>High-Level Meeting on Investment and Partnerships (Monday, 9 May in Rumeli, Rm C+D) (1 to 4 p.m.)</b>	<b>Special Events (Tentative list)</b>		
	Monday, 9 May (10:30 am to 1pm & 3 to 6pm) 1 <sup>st</sup> Plenary: Procedural matters and establishment of the Committee of the Whole	Monday, 9 May (3 to 6 p.m.) Committee of the Whole				Tuesday, 10 May to Friday, 13 May (All Day) Business Forum/ Trade Fair At the Istanbul Congress Center (ICC)	9 May (3 – 6 p.m.), 10 May to 12 May (All Day), 13 May (10 a.m. -1p.m.) CIVIL SOCIETY FORUM (TBD)
	Opening of General Debate					Enhancing productive capacities and the role of the private sector in LDCs. (Monday, 9 May in Camlica Hall, ICC) (3-6pm)	Economic crisis and commodity dependent DCs
	Tuesday, 10 May (10am to 1pm & 3 to 6pm) General Debate: general statements	Tuesday, 10 May (10am to 1pm & 3 to 6pm) Committee of the Whole				Rumeli Upper Level Grand Ballroom Room C	Achieving MDGs with equity in LDCs
	Wednesday, 11 May (10am to 1pm & 3 to 6pm) General Debate: general statements	Wednesday, 11 May (10am to 1pm & 3 to 6pm) Committee of the Whole				Resource mobilisation for LDCs' development and global partnership (Tuesday, 10 May, 10am to 1pm)	Innovative sources of financing for LDCs
	Thursday 12 May (10am to 1pm & 3 to 6pm) General Debate: general statements	Thursday 12 May (10am to 1pm & 3 to 6pm) Committee of the Whole				Harnessing trade for LDCs' development and transformation (Tuesday, 10 May, 3-6pm)	Forum on Intellectual Property
<b>High-Level Interactive Thematic Debates</b>	Friday, 13 May (10am to 1pm) General Debate: general statements		Good governance at all levels (Wed, 11 May, 10 am to 1pm)	Population dynamics and poverty reduction in LDCs			
			Reducing vulnerabilities, responding to emerging challenges, and enhancing food security in LDCs (Wed, 11 May, 3-6pm)	Responsible agricultural investment			
			Human and social development, gender equality and empowerment of women (Thursday, 12 May, 10 am to 1pm)	Employment and social protection in LDCs			
				High-level Panel on global sustainability			
				Water issues in LDCs			
				Aid for Trade for LDCs			
			Africa and its emerging partners				
			Monitoring tools to track progress in implementation of new PoA – launch of ECA African LDC Mapper				
			Integrating migration and remittances in LDC national and regional planning, incl. gender dimensions				
			Enhancing social protection in Asia and the Pacific: challenges and opportunities				
			Turkey's experience in development and development cooperation				
			Enhancing the role of SMEs in the agri-business global value chains				
			Desertification, land degradation and drought in LDCs				
			Build on broadband: A winning formula for attaining the Millennium Development Goals				
			Access to and the adequacy of special international support measures for LDCs				
			Gender and migration: domestic workers count too – implementing legal and social protections				
			Localizing the MDGs in the LDCs: Innovative approaches in local development and microfinance				
			Universal access to HIV prevention, treatment care, and support in LDCs				
			Trade and productive capacity on mobilizing, devising & implementing trade-related assistance				
			Promoting inclusive growth and sustainable development, increasing the impact of devt. Policy				
			Accelerating actions to address climate change – the untapped role of the media				
			New realities, challenges and opportunities for rural development in LDCs				
			Aid quantity and quality in LDCs - framework for accountability and coherence				
			International commitment to reduce the cost of remittances and their importance to LDCs devt.				
			Turkish government's support to reforestation of dry and degraded lands in African LDCs				
			Tourism development, poverty reduction and decent work				
			Development of the tourism sector in LDCs and effects of tourism on development				
			Women as a subject of sustainable development and positive action				
			Maternal and child health in the achievement of MDGs				
			Implementation of the Framework Convention on Tobacco Control in LDCs				
			Macroeconomic policies for LDCs: from economic recovery to sustainable development				
			Cotton as a driver for sustainable transformation of LDC economies				
			Building a strong and sustainable trading future for LDCs: market entry and capacity-building				
<b>CLOSING CEREMONY - Friday, 13 May 3 to 6 p.m. Adoption of Istanbul Declaration and the Istanbul Programme of Action (Anadolu Auditorium)</b>							



### MediaGlobal

UNITED NATIONS

Dag Hammarskjöld Library, L-221 K

New York, NY 10017

www.mediaglobal.org

**MEDIAGLOBAL** est une organisation internationale indépendante d'information et média basée au sein de l'ONU, qui a pour mission de sensibiliser les réseaux d'information internationaux sur les questions de développement et de justice sociale dans les Pays les moins développés (PMA). Fondée en 2006, MediaGlobal siège actuellement à New York avec des bureaux au sein du Secrétariat des Nations Unies.

Avec une forte concentration sur l'actualité des PMA de l'hémisphère Sud, MediaGlobal diffuse à travers le monde toutes les nouvelles concernant le développement économique, la santé mondiale, la sécurité alimentaire, et l'impact du changement climatique sur ces pays.

"L'engagement" (The Commitment) est publié en collaboration avec le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral, et les petits États insulaires en développement des Nations Unies

Pour plus d'informations, contactez-nous:  
Par téléphone au: 609.529.6129  
Par Courriel électronique: media@mediaglobal.org

**Editeur et rédacteur en chef**  
Nosh Nalavala

**Coordinateurs**  
Ricardo Dunn  
Grace Gabala  
Elle Wang

**Correspondants de MediaGlobal (À l'ONU)**  
Amanda Wheat  
Charissa Sparks  
Kamma Thordarson  
Ian Potts  
Toni Bacala  
Gregory Rose